Didier CADE

Collectif Stop LGV Sud Sainte Baume

8 rue d’Espagne

83000 TOULON

 Toulon, le 15 février 2017

Objet : lettre ouverte sur la Ligne Nouvelle

Madame la Présidente, Messieurs les Présidents,

Vous avez depuis plus de douze ans, validé tous les désidératas de SNCF Réseau, concernant le projet de Ligne Nouvelle ( ex LGV PACA), et pris, semble-t-il, des décisions qui vont à l’encontre de vos administrés.

Pendant ces douze années de pseudo-concertation sur ce projet, SNCF Réseau a été l’unique interlocuteur de la population de Provence Alpes Côte d’Azur concernée.

La population a beaucoup souffert de l’indisponibilité de ses élus.

Elle a également beaucoup souffert des constantes dérobades du maître d’ouvrage, celui-ci se contentant, en réunion ou sur son site internet, de réponses vagues, dilatoires, voire hors de propos tout en omettant de répondre aux demandes qui lui étaient faites, avec toujours le même prétextes : « nous n’avons pas reçu mandat pour faire les études de la phase 2 », nous concernant.

Est-ce sans état d’âme que vous avez décidé, à l’exemple de ce que SNCF Réseau avait obtenu dans le Sud-ouest de faire supporter aux finances de la Région et des collectivités décisionnaires, le coût exorbitant des études ? (245 millions pour la priorité 1 et combien pour les priorités 2 et 3 ?)

Aucun justificatif réel attestant de l’emploi de ces sommes n’a été apporté.

Encore moins, le contenu de ces études (ce contenu existe-t-il réellement hormis les documents obsolètes, certaines cartes dataient des années 1990) contenu systématiquement refusé pour les priorités 2 et 3 au fil des ans par SNCF réseau, au motif que : « ces études ne sont pas faites, nous n’avons pas de décision ministérielle ».

Continuez-vous à soutenir ce projet pharaonique au coût démesuré dont l’utilité n’existe que pour SNCF Réseau et ses séides et dont l’intérêt est tout sauf général pour les habitants de la Région Provence Côte d’Azur.

Seule, la Principauté de Monaco a eu la sagesse de s’en dégager.

N’êtes vous pas inquiets de l’augmentation astronomique de son coût global estimé en 2005 à 4 ou 5 milliards d’euros et dépassant 20 milliards HT en 2010 selon le rapport Cousquer ?

Souhaitez- vous réellement continuer à soutenir un projet dont le financement serait supporté en grande partie par une région qui connaît déjà des taux de chômage et de pauvreté supérieures à la moyenne nationale, dont le taux d’endettement est conséquent et dont seuls 50% des foyers sont imposables ?

**Ce projet ne correspond en rien aux besoins de vos administrés en matière de transports en commun de proximité dont le volet ferroviaire ne peut attendre une amélioration prévue pour après 2050.**

 D’autres solutions qui correspondent, elles, aux besoins et aux aspirations légitimes, aux nécessités et aux perspectives des années à venir.

Ce projet de LNPCA, rencontre une opposition massive dans les Alpes-Maritimes et le Var et sur une partie des Bouches du Rhône, opposition que SNCF Réseau, seul et unique représentant des décisionnaires pendant douze ans, s’est continuellement ingénié à gommer.

Si le département des Bouches du Rhône s’est peu manifesté, ce n’est que parce que, dans ce secteur au demeurant très limité de la ligne nouvelle, il n’est surtout question que du doublement des voies existantes, déjà en cours.

Pour vos administrés, ce projet c’est :

- La destruction irrémédiable de sites naturels touristiques de haute valeur et des terres nourricières, indispensables et déjà rares dans notre région et donc impossibles à compenser, des désordres hydrologiques majeurs dans cette région fragile naturellement, des expropriations et des nuisances altérant la qualité de vie de nombreuses familles et de nombreux exploitants, pour ne citer que les principaux inconvénients in situ :

- Un poids financier insupportable pour les habitants.

- Un abîme de contre-vérités concernant sa rentabilité, son utilité, sa faisabilité à un coût raisonnable et ses objectifs d’emploi, de fréquentation et de remède miracle à la saturation périurbaine et à la pollution de l’air.

Tout cela au détriment des besoins impératifs à résoudre tant en matière de sécurité et d’efficacité ferroviaires que dans le traitement indispensable et urgent (pas dans 40 ans) de cette saturation routière aux abords des villes.

Mais ce projet, c’est aussi dans les temps à venir :

- La certitude de désordres sociaux nés de ce projet aberrant et de l’absence de dialogue avec les décisionnaires que vous êtes.

- La faillite ou au moins l’appauvrissement extrême de la Région Provence Alpes Côte d’Azur, interdisant le financement et donc la résolution des besoins urgents et vitaux de notre région.

Madame et Messieurs les présidents, ne restez pas sourds aux demandes de vos administrés. Sortez de la tour d’ivoire dans laquelle vous vous êtes laissé enfermer.

Le représentant du maître d’ouvrage a dit et répété : « vous avez les élus que vous méritez ».

Entendez les demandes de ceux qui vous ont élus et vous ont fait confiance.

N’écoutez plus ces conseillers qui ne sont bien sûr pas les payeurs et abandonnez ce projet funeste.

Croyez, Madame la Présidente, Messieurs les présidents à l’assurance de notre vive et respectueuse considération.

Didier CADE

Président du Collectif Stop LGV Sud Sainte Baume

Site internet :stoplgvsudsaintebaume.org

Envoi par courrier à :

Monsieur Estrosi, Président du Conseil Régional, Président de Métropole Nice-Côte d’Azur

Madame Vassal, Présidente du Conseil Départemental des Bouches du Rhône

Monsieur Giraud, Président du Conseil Départemental du Var

Monsieur Ciotti, Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Monsieur Gaudin, Président de Métropole Aix -Marseille-Provence

Monsieur Falco, Président de la Communauté d’Agglomération Toulon-Provence-Méditerranée